

Jean-Pierre Deconchy
Université de Paris-X Nanterre

PSYCHOLOGIE SOCIALE, AUTORITARISME, DÉMOCRATISME : UN MANQUE OU UN SURPLUS D'OUTILLAGE

Je n'ai pas spontanément (du moins, pas aussi spontanément que je ne l'aurais fait naguère) accepté de démêler les rapports (articulatoires, alternatifs, incantatoires...) entre le concept d'autoritarisme et celui de démocratie. Et ceci au moins pour trois raisons, dont il n'est pas impossible qu'elles ne s'emboîtent les unes dans les autres. La première : je ne suis pas un spécialiste du problème et si, à titre pratique, j'ai été amené, au fil de la recherche, à évoquer le premier de ces termes (autoritarisme) je n'ai jamais dû me référer au second (démocratie). La seconde : ce couple verbal dont il n'est pas sûr qu'il soit un couple conceptuel, mais dont il est certain que jusqu'ici il n'a jamais été un couple opératoire, a été labouré par tant et tant d'analyses qu'on peut se demander si, à vouloir le poser encore, on ne le posera pas, une fois encore, mal. Après Christie et Jahoda (1954), Stone, Lederer et Christie (1992), et même Mc Kinney (1973) curieusement passé sous silence dans les grands travaux récapitulatifs, que dire de neuf, de vraiment informé et d'utile ? La troisième, potentiellement plus heuristique, peut-être : confronter « autoritarisme » et « démocratie » peut apparaître comme une opération évidente en elle-même ; elle me semble être, du point de vue épistémologique et des opérations de recherche qu'elle déclencherait, d'une extraordinaire ambiguïté. La notion d'autoritarisme renvoie à un dispositif *psychologique*, partie intégrée, intégrante ou constituante d'un certain type de personnalité ; la notion de « démocratie » renvoie à un agencement *socio-institutionnel* particulier, et plus ou moins fortement appareillé, diversement attesté et selon des critères d'une vertigineuse polysémie. Mettre face à face, directement, sans opération logique et épistémologique préalable, un référent psy-

chologique et un référent sociologique comme si de cette confrontation simple pouvaient naître opérations, opérationnalisation et explications, me paraît traiter par prétériton, en un lieu particulier, tout le problème de l'identité de la psychologie sociale. Je ne vois pas en quoi une psychologie sociale pourrait non pas seulement s'épuiser mais même s'initier dans une relation d'application entre l'ensemble des caractéristiques d'un type psychologique particulier et l'ensemble des caractéristiques d'un genre d'organisation sociale non moins particulier.

Ce troisième obstacle d'abord dissuasif, est, en même temps, une incitation. Et c'est sous cet angle que, brièvement et partiellement, on abordera la question, en ne proposant que quelques notations discursives et éparses.

Dans un premier temps, on suivra quelques étapes de ce que l'on pourrait appeler la dialectique des contraires. Dans un second temps, on se dira que, peut-être, la psychologie sociale dominante a situé ailleurs que dans cette dialectique des contraires, et comme allant de soi, les indicateurs de la personnalité démocratique.

Les miroirs et les contraires

Personnalité autoritaire et personnalité démocratique

La mise en regard de la personnalité autoritaire et de la personnalité démocratique est constamment disponible dans le discours de la psychologie sociale ou, tout au moins, dans ses retombées culturelles. Cette disponibilité tient au fait que l'un des ouvrages majeurs où la discipline se reconnaît (Adorno, Frenkel-Brunswik, Levinson et Sanford, 1950) a utilisé, pour valider empiriquement un concept général (celui d'*authoritarianism*, si difficilement transposable en français), une dimension-échelle intitulée, sans opérations logiques ni épistémologiques particulières, *Anti-democratic trends*. Il y aurait beaucoup à apprendre d'une analyse qui établirait comment un problème, ainsi que ses réfractions opératoires et conceptuelles, atteint une portée prototypique démesurée et, peut-être même, paralysante, en fonction de données historiques et implicatives diverses.

Simple rappel

On ne reprendra pas, parce que l'on en est incapable et d'ailleurs peu désireux, l'étude que Billig (1982) a menée, après d'autres, mais plus finement encore, des circonstances qui ont fait prendre forme à la réflexion d'Adorno et de ses collaborateurs. Pour ma part, j'en verrais l'essentiel dans le fait que, devant l'extravagance sinistre des années 1933-1945, Adorno et le milieu qu'il porte, et par qui il est porté, perçoivent que l'explication de ces événements formidables ne peut renvoyer à de simples explications politiques (les flottements de la République de Weimar),

économiques (l'inflation et ses brouettes romantiques et dramatiques), psychographiques (les fantasmes d'un caporal amer et peintre à ses heures). Adorno émet ainsi l'idée que l'homme porte en lui quelque chose comme une structure mentale stable, *potentially fascist*, que certaines circonstances viendraient réactiver chez des individus particuliers. Cette structure quasi nouménale se réfracterait, dans l'instant et dans le lieu où Adorno travaille, selon quatre types d'attitudes empiriquement repérables par le biais d'échelles spécialisées : l'antisémitisme, l'ethnocentrisme, le conservatisme politico-économique et les « tendances anti-démocratiques ». Le tout relève de la « personnalité autoritaire ». Dans ce va-et-vient entre le « nouménal » et le « phénoménal », Mc Kinney (1973) trouvera, non sans aveuglement peut-être, un signe de ce que les sciences sociales sont incapables de produire du savoir démontrable. On ne reprendra pas l'ensemble des critiques et des ajustements que suscitera la recherche d'Adorno, souvent sous un angle plus pointilliste. En fait, on se trouve bien là dans une situation post-kantienne, à moins qu'il ne s'agisse d'une épistémologie délibérément kantienne qui intégrerait la problématique des sciences sociales.

Le problème de l'altérité ou de l'alternative

Un sujet dont la personnalité est autoritaire fait, ainsi et notamment, preuve de tendances anti-démocratiques, à moins bien sûr que ce ne soit le contraire ; mais comment en décider ? Bien des problèmes viennent de cette mise en adéquation.

a) *Un problème de réversibilité « métrique »*. Le concept d'autoritarisme ainsi équipé peut-il contribuer, sous quelque forme de relation logique que ce soit, à fonder celui de démocratisation (on ne parlera évidemment pas de démocratie) ? Rien n'est moins sûr. La personnalité autoritaire est non-démocratique ; la personnalité démocratique est, en saine logique formelle, alternative à la personnalité non-démocratique. Peut-on en déduire, par une sorte de commutativité de la double contradiction, que les sujets qui se situent au bas de l'échelle d'autoritarisme et qui sont donc non-autoritaires sont par le fait même démocratiques ? Naturellement non. Dans le cadre conceptuel introduit, opérationnalisé et validé par Adorno, une personnalité démocratique ne peut pas être définie comme étant une personnalité non-autoritaire. Sous cet angle, l'échelle d'autoritarisme (réfractée notamment par les tendances anti-démocratiques) est irréversible. Cette irréversibilité interagit (c'est-à-dire qu'elle ne fait pas que se cumuler) avec celle que Christie, Havel et Seidenberg (1958) signalaient déjà à propos de l'artefact qui fait que, dans le format original de l'échelle F, 38 items (sur 41) sont présentés sous une forme telle que leur rejet implique des tendances fascistes (voir, à ce propos et sous l'angle des contenus, les remarques de Shils, 1954, pour qui les énoncés de l'échelle F sont systématiquement *rightist* ; voir aussi, plus tard, Freyhold, 1985).

Tout le monde s'accorde au moins sur un point. Les promoteurs de l'échelle F ont été fascinés par les sujets qui se situent en haut : ils se seraient plus ou moins désintéressés de ceux qui figurent au bas et qui, de ce fait, ne seraient pas non-démocratiques. Une des meilleures et des

plus récentes analyses des travaux menés sur la personnalité autoritaire en aborde l'objet de façon unilatérale (Meloan, 1992) : *Are high scores associated with antidemocratic, profascist tendencies* » ? (p. 47). Pour ce qui est des scores bas obtenus à l'échelle de tendances non-démocratiques, Meloan reconnaît que la conceptualisation n'a pas pris en compte leur éventuelle teneur. Les tendances pro-démocratiques sont alors définies sans aucune référence à une théorisation ou à une opérationnalisation particulière. Elles sont caractérisées par « *the advocacy of expanded political representation, the extension of human rights, and the right of ethnic minorities. No prototype can be defined for this tendency, mainly because the content of this process of democratization, by its very nature, can develop in various ways... Thus, the major criterion for validity of the F-scale is that it measures antidemocratic and profascist tendencies* » (p. 48). On ne peut pas mieux dire que le non-autoritarisme n'est pas un concept qui peut rendre compte du démocratisme.

b) *La pré-construction du « pôle opposé » (les scores bas à l'échelle F)*. Un certain nombre de tentatives quasi-expérimentales travailleront tout de même, — sans que ce soit leur but premier — à établir des corrélations entre diverses opérations psycho-sociales d'une part, et les résultats obtenus à l'échelle d'autoritarisme envisagée à ses deux bouts d'autre part : les scores bas renvoyant alors à une consistance psycho-sociale, voire comportementale, qui ne leur était pas acquise d'emblée. Ce sera le cas avec le fameux *Einstellung* (Luchins, 1942 ; Christie, 1993) et avec l'utilisation paradoxale qu'en fera ultérieurement Milton Rokeach.

C'est aussi le cas avec un concept comme celui de *legal punitiveness* (Christie, 1993b). Mieux exploré encore, il pourrait contribuer à donner à l'anti-autoritarisme une capacité à être délimité susceptible d'être opérationnalisable. C'était déjà le cas chez Boehm (1968), qui référait les items de son *Legal Attitude Questionnaire*, — utilisé dans diverses situations et sur diverses populations — à trois types d'attitudes : l'*authoritarianism* (e.g. : « *too many obviously guilty persons escape punishment because of legal technicalities* ») ; l'*equalitarianism* (e.g. : acceptance of legal statu quo, e.g. : « *The Supreme Court is, by and large, an effective guardian of the Constitution* ») ; l'*anti-authoritarianism* (e.g. : « *unfair treatment of underprivileged groups and classes is the chief cause of crime* »). Chez Kreml (1977), la tentative d'opérationnaliser la notion de personnalité anti-autoritaire (prédisposée à s'opposer aux normes et aux consignes supportées par l'autorité ; prédisposée également à l'anti-ordre, à l'anti-pouvoir, à l'impulsivité et... à l'introspection) débouche sur la mise au point d'un questionnaire original. Ce genre de nomenclature s'ouvrira sur de véritables opérations, par exemple chez Zwillenberg (1983, cité par Christie, 1993b), où, dans des situations de jurys, « *low authoritarians give harsher sentences to high than low status individuals whereas high authoritarians show the opposite patterns* ». Il est vrai que certaines recherches ont établi des clivages comportementaux à l'intérieur du groupe des *low scorers*. Pour Dombrose et Levinson (1950), les scores vraiment les plus bas correspondent à des militantismes actifs en faveur de la démocratie ; les scores modérément bas, à des pacifismes divers.

c) *Les contenus*. À vrai dire, l'ambiguïté conceptuelle du pôle anti-autoritaire de l'Échelle F avait déjà été signalée — sans référence à une métrique particulière — par Adorno et ses collaborateurs (1950, p. 771-785) : il faudrait distinguer entre les véritables *low scorers*, les démocrates, et les *low scorers* rigides, les communistes, (Christie et Jahoda, 1954, p. 21). En fait, le problème des « opposés » (*high and low authoritarians*) prit rapidement une autre forme aiguë, qui en activait l'actualité — si l'on peut dire — mais qui, d'une certaine façon, rabotait les aspérités épistémologiques que l'on a évoquées. Dans les échelles d'Adorno, se réfractait, dans le moment et dans le lieu, le noumène supposé de l'invariant « *potentially fascist* ». Alors et dès lors, le sujet autoritaire était « de droite » (antisémite, politiquement et économiquement conservateur, anti-démocratique et ethnocentrique). Les temps changeant, l'histoire se faisant, se défaisant et se contrefaisant, Yalta et Berlin ossifiant les antagonismes, la question se posait : existe-t-il un autoritarisme, voire un fascisme, pourquoi pas un anti-démocratie de gauche ? Avec elle s'imposait l'urgence de transformer les échelles et leurs métriques, apparaissaient mieux encore les fragilités de la conceptualisation d'Adorno, se profilait la nécessité de réexaminer, du point de vue théorique, les modalités du passage de ce que, à titre pédagogique, nous avons appelé le noumène « *potentially fascist* » à la modélisation de conduites empiriquement repérables et éventuellement standardisables dans des instruments de mesure. Pour suivre les modalités et les technicités de ce problème — celui du left-wing et du right-wing authoritarianism —, on se référera, par exemple, à l'état qu'en dressent Stone et Smith (1993), le dernier en date.

Mais la question de la « similitude des contraires » avait été posée auparavant, autrement et probablement plus habilement, par Rokeach, qui ne cherchait pas à transformer, transférer et pérenniser une conceptualisation et son opérationnalisation (celle de l'*authoritarianism*), mais qui travaillait, scientifiquement, à en axiomatiser les attendus. Là non plus, on n'aura pas l'idée d'être exhaustif. On renverra à d'autres travaux (Deconchy, 1989, 1992) où nous ne l'étions pas davantage.

Dogmatisme, altérité et alternative

Chez Rokeach (1960), la question n'est pas celle d'un ajustement métrique, pratique, voire axiologique, de l'espace de réflexion mis en place autour de la personnalité autoritaire. Il s'agit bien d'un changement radical de perspective théorique.

Simple rappel

Rokeach axiomatisera successivement plusieurs concepts. Fidèle à Adorno, il reprendra une des filières conceptuelles constitutives de la dimension F (Fascism), à savoir l'ethnocentrisme, et il montrera expérimentalement que la rigidité de l'analyse psychosociale à laquelle elle renvoie (« tu es un noir, un Polonais, un Irlandais ou un étranger : *donc* je sais *automatiquement* ce que

tu es et ce que tu vaux, et c'est peu de chose ») correspond à une rigidité cognitive générale et donc à une défaillance cognitive puisque la cognition humaine semble devoir intégrer, dans sa définition même, l'idée d'invention et d'aménagement créatif. Toutefois, dans le domaine des adhésions et des systèmes cognitifs que, sans trop de précautions, on dira idéologiques, le couple autoritarisme (via ethnocentrisme)/rigidité mentale s'avère défaillant pour rendre compte des résultats obtenus dans certains montages expérimentaux : un chrétien, un marxiste, un bouddhiste autoritaire ne sont pas obligatoirement sujet rigide dans les modalités de leurs opérations cognitives. En fait et à y bien regarder, un sujet qui se situe très haut dans l'échelle d'ethnocentrisme, probablement *right-wing* et un autre sujet placé très bas, probablement *left-wing*, se réfèrent à des énoncés moraux et idéologiques différents entre eux jusqu'à la contradiction : mais, dans leurs extrémisme respectifs, ils peuvent concrètement fonctionner de façon comparable.

S'introduit alors, dans l'analyse des fonctionnements en cause, l'idée que les contenus des énoncés idéologiques importent moins que la structure formelle qui les organise et qui les agence entre eux. Rokeach, dans la recherche qu'il fait des invariants qui interviennent dans l'anatomie et dans la physiologie de cette structure, procède en deux étapes. 1) Il introduit d'abord l'idée d'une sorte de système de traitement généralisé de l'information disponible : arrangement formel des croyances adoptées par le sujet, éventuellement formulables, ainsi que des non-croyances rencontrées chez des congénères, elles aussi connues mais toutefois non-adoptées. C'est ce système de traitement général, le *belief-disbelief-system*, qui filtre cognitivement la totalité des données sociales et psychosociales disponibles ; 2) il formalise une forme particulière de ce système général qu'il détecte chez un type particulier d'individu : le sujet « dogmatiste ». Ce n'est pas le lieu d'en détailler les structures mentales et psychosociales. Ce qui demeure, c'est, d'une part, la neutralisation (l'époché?) des contenus idéologiques ; d'autre part, la similitude structurale du traitement de l'information par le dogmatiste d'(extrême) gauche et par celui d'(extrême) droite. Le jeu des altérités se déplace.

Le problème des contraires, des altérités et des alternatives

Chez Rokeach, un autoritarisme fort (indicateur : ethnocentrisme), par définition anti-démocratique, associé logiquement à une rigidité mentale élevée, vecteur ethnographique d'une position d'(extrême) droite, devient donc assimilable à un dogmatisme fort. Mais devient également assimilable à un dogmatisme fort, un autoritarisme faible, par imprudente prétention démocratique, associé logiquement à une rigidité mentale basse et vecteur ethnographique d'une position d'(extrême) gauche. Autrement dit, si l'on persistait à antagoniser autoritarisme et démocratisation, le sujet démocratique serait celui au score moyen à l'échelle du dogmatisme. Il s'agirait d'une apologie cognitive — dont on ne peut pas ne pas voir les soubassements et les finalités idéologiques — du centre, voire de l'extrême-centre.

En tout cas, par rapport au concept d'appellation contrôlante que serait l'autoritarisme, le dogmatisme bas (que l'on serait tenté, sans argumentaire vraiment serré, d'identifier à un démo-

cratisme), correspondrait aux zones centrales de la métrique autoritaire et renverrait ainsi aux zones cognitives les plus floues du concept lui-même. À vrai dire, il n'y a pas beaucoup de travaux, s'il en est, qui s'intéressent aux zones centrales de la distribution des scores à l'échelle d'autoritarisme (peu dogmatiques et, toutes précautions prises, susceptibles de faire y nidifier le concept de « démocratisation »). Sans compter que, de simple expérience, il n'est pas si sûr qu'il ne puisse exister un démocratisation dogmatique : et pas seulement dans la caricature qu'en ont fait tant de systèmes autoritaires, sous le nom de démocratie formelle. Le concept de dogmatisme a évidemment contribué à axiomatiser celui d'autoritarisme. Cette axiomatisation ne va certainement pas dans le sens de l'étoffement heuristique du couple autoritarisme-démocratisation.

Orthodoxie, altérité et alternative

Puisque l'on suit les avatars — heureux — de la notion de personnalité autoritaire, il faut bien que l'on évoque le passage du construct de dogmatisme chez Rokeach à celui d'orthodoxie, tel que certains d'entre nous ont travaillé à l'opérationnaliser (Deconchy, 1971, 1980, 1984).

Simple rappel

On a repris à Rokeach l'idée que le fonctionnement d'un système idéologique renvoie davantage à sa structure qu'il ne renvoie aux contenus (valeurs, croyances, idéologies) adoptés par le sujet. Toutefois, on a replacé le problème dans un champ socio-cognitif de type lewinien, plutôt que dans la référence à une personnalité idéal-typique ou prototypique. Un sujet est tenu pour orthodoxe dans la mesure où il accepte et même demande que sa pensée, son langage et son comportement soient régulés par le groupe idéologique dont il fait partie et notamment par les appareils de pouvoir de ce groupe. On dit d'un groupe qu'il est orthodoxe dans la mesure où ce type de régulation y est effectivement assuré et où le bien-fondé — technologique et axiologique — de cette régulation fait lui-même partie de la doctrine attestée par le groupe. On appelle système orthodoxe l'ensemble des dispositifs sociaux et psychosociaux qui règlent l'activité du sujet orthodoxe dans le groupe orthodoxe. Une hypothèse centrale est proposée : en système orthodoxe, la fragilité rationnelle de l'information est compensée par la vigueur de la régulation.

Altérités et alternatives

Nous nous sommes plusieurs fois référé à la filiation conceptuelle autoritarisme-dogmatisme-orthodoxie, dans sa génétique mais aussi dans le désemboîtement des lieux d'implantation théorique de ces différents concepts : du sujet (psychologie) d'Adorno, au sujet en relation d'application préétablie avec le groupe (psychologie et sociologie) de Rokeach puis au champ psychosocial (psychologie sociale) des théoriciens de l'orthodoxie. Chez eux, le problème d'altérité se pose alors en des termes tout à fait différents, que l'on peut d'ailleurs rapporter au paradoxe qui, au départ, nous avait paru relativement dissuasif en ce qu'il considérait la mise en

regard d'une personnalité autoritaire et d'une institution démocratique. Le concept d'orthodoxie, tel qu'on l'a défini et partiellement validé, ne renvoie à aucune personnalité orthodoxe dont l'altérité ne saurait être, en tout cas, une personnalité démocratique. Le concept d'orthodoxie renvoie à un champ social organisé et institutionnalisé de façon spécifique : il va sans dire que l'altérité de ce champ n'est pas une démocratie. Dans le cadre conceptuel proposé, cette altérité pourrait renvoyer à un champ messianique, dont on ne voit, pas plus pour lui que pour l'orthodoxie, quels liens de synergie ou d'allergie il soutiendrait avec la notion de démocratique, de démocratismes ou de démocratie. Il est probablement des orthodoxies, telles qu'on les a conceptualisées, qui sont ou bien (et quelquefois tout à la fois) des démocratismes, ou bien des anti-démocratismes tels que, culturellement, on les étiquette. Cela serait aussi le cas des messianismes : ceux-ci incluant, par le jeu même de l'analyse et de la conceptualisation qu'ils introduisent, l'idée d'une remise en ordre qui peut prendre forme dans le désordre. S'il fallait proposer des critères de tris sans qu'on puisse les accréditer vraiment au niveau des concepts, on pourrait dire qu'une orthodoxie cesse d'être démocratique quand la régulation sociale compense à ce point la perception de la non-rationalité des croyances que le sujet orthodoxe n'a plus accès à la rationalité qui le constitue, qu'on le veuille ou non, en sujet humain ; qu'un messianisme cesse de pouvoir être dit démocratique quand la remise en cause, doctrinalement fondée, des fonctionnements sociaux accrédités, transforme les sujets en ludions individuels sans secours et sans recours, acculés à opter pour un saut dans la lumière qui les éclairerait peut-être moins qu'il ne les aveuglerait. Mais l'outillage, pour prendre compte, rendre compte et éventuellement prendre à son compte ? Il n'y en a pas.

Au terme de cet itinéraire (où nous n'avons pas évoqué Eysenck, sans pouvoir cacher que c'était à dessein), trois évidences s'imposent, suscitant des questions dont il n'est pas sûr que le seul fait de les poser ne les constituent pas déjà en évidences.

1) Du point de vue de l'outillage conceptuel et éventuellement métrique, rien n'existe en psychologie sociale qui permette de penser que la notion de personnalité démocratique puisse être étudiée à partir ou en fonction de la personnalité autoritaire, ni par contiguïté, ni par contraste, ni par opposition. On s'étonnera alors de la persistance de la tentative et de l'apodicticité prétendue de l'évidence. On constatera d'ailleurs que, pour ce qui est de la personnalité démocratique, l'outillage conceptuel et métrique qui pourrait permettre d'y avoir accès, est pratiquement inexistant. Le constat ne signifie pas que, à l'avenir, la psychologie sociale n'a rien à dire, à conceptualiser, à mesurer de la personnalité démocratique : il lui faudrait alors pourtant réexaminer quelques-uns de ses canons.

2) La psychologie sociale a conceptualisé l'autoritarisme, le dogmatisme (éventuellement l'orthodoxie, bien que la valeur exemplaire en soit moindre) : toutes attitudes qu'un certain nombre de normes sociales et qu'un certain nombre d'urgences politiques ont contribué à considérer comme négatives, néfastes, voire anomiques. On ne sait pratiquement rien — du moins ne se voit-on pas offrir un outillage d'analyse — du non-autoritaire, du non-dogmatiste, du non-

orthodoxe et du non-messianique. Serait-on proche d'une théorisation de genre psychopathologique dont l'homme malade serait l'objet, sans que l'homme sain (normal ?) soit jamais en cause ?

3) Naît alors une question : si la psychologie sociale n'a pas travaillé à conceptualiser, à opérationnaliser et à métrifier la personnalité démocratique, pourrait-il se faire que celle-ci soit devenue une sorte d'objet d'évidence, voire de norme ? Cette question sera abordée dans la suite de ce texte.

Le naturel et le fondamental

Le sujet démocratique est peut-être ignoré dans le discours explicite de la psychologie sociale classique parce que, tout simplement, elle ne fait — à mots couverts et sous-entendus discrets — que parler de lui. Si l'on revenait au paradoxe de départ (la mise en interface non contrôlée d'un référent psychologique — la personnalité — et d'un référent socio-institutionnel — la démocratie), il se pourrait bien que toute la recherche en psychologie sociale classique sous-entende que, d'une part, la notion même de démocratie s'épuise exhaustivement dans la définition, les fonctions et les fonctionnements de la démocratie américaine ; que, d'autre part, la psychologie sociale fondamentale travaille à étudier l'homme tel qu'il est — dans sa nature —, et que l'homme est naturellement démocratique. Au-delà d'un certain nombre de raccourcis opératoires (par exemple, la dichotomie expérimentale pouvoir légitime/pouvoir illégitime chez French ; par exemple, l'étiquetage « démocratique » dont, après discussions et échanges, est affecté, chez Lewin, le leadership qui amène les ménagères à acheter et à consommer les abats qu'elles ne voulaient, d'elles-mêmes, ni acheter, ni consommer), l'examen de quelques grands paradigmes pourrait peut-être montrer que la psychologie sociale classique est traversée, en sous-main, par l'idée que l'homme est naturellement démocratique. Ce référent psychologique renvoie évidemment à la représentation et à l'idéologie de la démocratie américaine, elles-mêmes activées par leur enracinement dans le souvenir de la Révolution française. On effleurera seulement la question.

L'homme naturellement et cognitivement consonant

On peut aborder le paradigme de la dissonance cognitive dans sa réfraction au niveau d'hypothèses particulières, vérifiées ou falsifiées par des expérimentations locales, réactivées — comme c'est actuellement encore le cas — dans des travaux qui pensent en avoir retrouvé le sens « véritable ». On peut aussi — non pas alternativement mais en contrepoint d'analyse — prendre le paradigme de la dissonance cognitive comme un fait social total, comme aurait pu le dire Mauss, tellement total que si l'on peut, à titre analytique ou pédagogique, en faire le détail, on ne

sait pas trop où sont le début et la fin de la séquence de ces détails. Il faudra bien que l'on opte pour une orientation de cette séquence, plutôt que pour une autre.

a) Le sujet humain — est-il entendu — ne supporte cognitivement pas le désordre, la contradiction, la dissonance : dans les situations où tel est pourtant le cas, il opère de telle façon que son champ cognitif devienne ou redevienne consonant. Grossièrement et sans toutes les précautions qu'il s'agirait de prendre, c'est ce que l'on constate à partir d'un modèle de traitement des données, plus peut-être qu'à partir d'une véritable théorie. Habituellement, l'homme travaille donc à réduire la dissonance cognitive : entre deux cognitions ou deux représentations et entre les comportements qui leur sont afférents ou qui en sont déférents. Il serait, à la limite, dans la nature de l'homme, dès lors définie par d'autres paramètres, de réduire ses dissonances, notamment par rapport aux composants du champ social dont il a l'expérience et où il exerce un certain nombre de pratiques (objets, valeurs, congénères, institutions) : tel devrait être, en tous cas, l'homme normal. Pour qu'il en soit ainsi, une certaine pédagogie du non-désordre cognitif (et de son contrepoint dans un non-désordre social) doit être préventivement mise en place. Si elle échouait, un certain type de psychopathologie devrait, cliniquement (du point de vue de l'analyse) et thérapeutiquement (du point de vue de la pratique) prendre en charge le sujet dissonant, pour lui faire dépasser ses troubles et le remettre dans l'ordre cognitif et dans l'unification de son identité. Si ces dissonances (cognitives et comportementales) avaient elles-mêmes des effets perturbateurs sur l'ordre social, il faudrait bien qu'une répression, naturellement bien tempérée, soit instaurée. Au fond, c'est tout un système social — à l'évidence démocratique — qui se met peu à peu en place : à partir d'un non-dit qui voudrait que l'homme soit naturellement consonant (démocratique...) avec lui-même, avec les autres et avec les institutions. Il est vrai que l'on pourrait, à titre exploratoire, parcourir l'itinéraire dans l'autre sens, et voir toute cette institutionnalisation de la consonance et toute cette attestation d'un certain type de système politique et social se réfracter dans les hypothèses particulières du modèle de la dissonance cognitive. On ne voit pas pourquoi ces hypothèses cesseraient pour autant d'être véritablement scientifiques. L'homme normal, en tous cas, est un homme d'ordre : la personnalité démocratique l'est probablement aussi. De même s'étonne-t-on au fond un peu que les sujets « machiavéliques » (tout au moins ceux qui sont en haut de l'échelle de Christie et Geis, 1970) ne paraissent pas affectés de « dissonance » (Bogart, Geis, Levy et Zimbardo, 1970).

b) Cette présentation est simpliste et aussi injuste : ne serait-ce que parce qu'elle passe sous silence tous les travaux qui sont parvenus à désempâter le modèle. Mais qui ne voit que, dans le seul champ de la psychologie sociale et de son épistémologie, l'attestation exclusive du modèle de la dissonance cognitive renforce le risque qu'un certain nombre de comportements sociaux, réels et empiriquement repérables, ne s'en trouvent doublement délégitimés. Une délégitimation scientifique : qu'en est-il des champs comportementaux et sociaux dont les acteurs refusent délibérément le « consonant », refusent de s'adapter au système de traitement des données, des analyses, des pronostics communément et majoritairement attestés et qui enracinent leurs actions dans la volonté de maintenir leurs dissonances ou, si l'on veut, leurs désaccords cognitifs ? On

pense aux prophétismes, religieux ou sociaux (voir, à ce propos, le beau livre de Carroll, 1979). Les prophétismes ne posent pas de question scientifique, seulement quand ils « défont ». Qu'en est-il des « arrachements cognitifs », inévitables initiateurs de désordres, non seulement sociaux, politiques, économiques mais également cognitifs ? Le désordre cognitif ne serait-il scientifiquement pensable qu'en tant qu'il porterait en lui les promesses d'un ordre renouvelé ou le risque de son propre anéantissement dans la victoire de l'ordre ancien ? Il faut l'admettre : la psychologie sociale — notamment dans ses formes classiques et dans ses options expérimentales — n'a pas tellement d'outillage à sa disposition, qui lui permettrait de rendre compte de ce que nous avons appelé des « arrachements cognitifs ». Les conduites et les stratégies qu'ils supportent et qui les supportent, ne pourraient-elles pas, elles aussi, être considérées comme humaines, normales, et naturelles ? Une délégitimation politique : le désordre — cognitif, social, économique — serait-il, par essence, non démocratique ? Les « dangers » qu'il ferait courir à la « démocratie » lui seraient-ils, par définition, plus coûteux que les « gains » dont on ne peut pas, *a priori*, dire qu'il ne saurait être l'agent ? On peut se demander si, lorsque la psychologie sociale voudra vraiment cerner le noyau dur de la notion même de démocratie, elle ne devra pas axiomatiser, jusqu'aux révisions les plus drastiques, les paradigmes qui lui paraissent fondateurs de sa propre identité.

Des paradigmes démocratiques épars

On a essayé de baliser les espaces où pourrait coalescer un certain climat d'analyse. On pourrait en évoquer encore quelques lieux.

1) Le célèbre paradigme d'Asch, longtemps et longuement attesté, entrait évidemment en consonance avec les axiomes démocratiques : la majorité l'emporte (d'évidence, de fait, de droit) sur les singularités minoritaires. On ne s'est que rarement posé la question de savoir ce que veut dire, du point de vue des fonctionnements sociaux — s'il se peut « démocratiques » —, l'adoption de positions et d'évaluations allant contre le bon sens et contre l'évidence perceptive. Ce qui demeurerait même là, c'est que, le sujet soumis — et berné — faisait preuve de son « démocratisation ». La portée du superbe paradigme minoritaire de Moscovici pourrait être sous-estimée : ce serait le cas s'il introduisait seulement l'idée que des sujets minoritaires peuvent, eux aussi, exercer une influence allant contre l'évidence de la perception ou de l'analyse. Ce qui, après tout, ne changerait pas grand chose. C'est que l'on ne voit pas pourquoi toute influence minoritaire serait automatiquement « démocratique », pas plus qu'on ne voit pourquoi elle serait automatiquement « innovatrice ». Alors même que, du point de vue des représentations habituelles, la « reconnaissance des minorités » (curieusement liée à la mise en lumière de leur influence) renvoie à l'idée même de démocratie, on ne saurait, du point de vue conceptuel et théorique, occulter le fait qu'il y a aussi des minorités totalitaires et, si l'on peut dire, fondamentalistes. L'axiomatisation du fonctionnement (influence majoritaire/influence minoritaire) ne renvoie peut être pas, dès lors, à une alternative des masses (majorité/minorité), mais peut-être à l'axio-

matiation de la notion d'influence elle-même, dont il fut longtemps considéré qu'elle fondait la notion même de « psychologie sociale ».

2) On pourrait tout aussi bien réexaminer la notion de « comparaison sociale » chez Festinger, avec son clivage finalement étonnant. Pour ce qui est des attitudes et des valeurs, l'homme « normal » viserait « naturellement » au consensus (ne serait-ce que pour surmonter le stress de l'incertitude, né de la perception des différences). Mais, en matière de performance, il viserait « naturellement » à être le meilleur, en se différenciant par le haut, selon les normes accréditées par son système social. Curieusement, le stress de la domination par la performance (ou de l'humiliation par la non-performance) serait, lui, cognitivement surmontable. Le problème n'a pas été souvent abordé, comme si les éventuelles angoisses de *Citizen Kane* relevaient d'une pathologie idiosyncrasique. Mais, d'évidence, le sujet de Festinger reproduit fidèlement le démocratisme américain : penser comme tout le monde et se montrer le meilleur dans l'ordre de la performance. Il s'agit là d'une ethnographie respectable : elle ne fonde pas, en tant que telle, une psychologie.

3) On pourrait dire également bien des choses à propos des paradigmes que la psychologie sociale classique s'est donnés pour aborder l'altruisme (le comportement prosocial, le comportement d'assistance, etc.). Par rapport aux paradigmes que l'on vient d'évoquer, leur théorisation est d'une extrême indigence. Quand on regarde la production dans ce champ de recherche, on prend rapidement conscience des attendus qui l'animent : a) le sujet humain devrait, vu ce qu'il est, spontanément porter de l'aide où il faut et quand il faut. D'où la question presque incrédule de Latané et Darley (1970) « *Why doesn't he help?* » : ce qui pose alors question ce n'est pas une action, mais l'absence d'action, perçue comme anémique probablement plus par rapport à un système de valeurs socialement accréditées que par rapport à des fonctionnements du type de ceux que, sous une rafale de critiques vertueuses, Wilson analyse avec finesse à propos des sociétés animales ; b) le sujet humain possède en lui-même le registre des indicateurs comportementaux ou sociaux qui, perçus chez les congénères, devraient normalement déclencher chez lui des conduites socialement étiquetées comme « altruistes ». Une saine « démocratie » devrait naturellement porter et même activer ce genre de dispositions naturelles et, d'une certaine façon nécessaires ; c) la recherche scientifique, telle qu'elle s'est développée notamment sous ses formes quasi expérimentales a, pratiquement toujours, placé le comportement d'aide en variable dépendante et presque jamais en variable indépendante. Tout se passe comme si les effets du comportement d'aide n'avaient pas besoin d'être étudiés, puisqu'on les connaît : ils sont « bons » ; ils favorisent un fonctionnement serein (même s'il est médiocre) de la société ; ils gèrent au mieux les conflits que pourraient susciter les dissymétries économiques et politiques : après tout, les gens qui s'aiment entre eux n'entrent pas en conflit, du moins en première analyse. Bref, l'exercice du comportement d'aide ne peut avoir que des effets bénéfiques : il fait partie régulante de l'ordre démocratique (nous avons pourtant montré que le comportement d'aide pouvait générer des postures sociales d'acceptation d'une domination chez ceux qui en sont les bénéficiaires ; Deconchy et Daniel, 1981). Est-il sûr que, par rapport à l'étiquetage actuel de la « démocratie »,

s'en tenir à apporter de l'aide soit toujours démocratique ou que refuser l'aide que l'on propose, pour faire reconnaître — fût-ce dans le conflit — un droit, soit toujours anti-démocratique ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADORNO, T. W., FRENKEL-BRUNSWIK, E., LEVINSON, D. J. et SANFORD, R. N., *The Authoritarian Personality*. New York, Harper and Row, 1950.

BILLIG, M., *Ideology and Social Psychology*. Oxford, Basic Blackwell, 1982.

BOGART, K., GEIS, F. L., LEVY, M. et ZIMBARDO, P., « No dissonance for machiavellians » in R. Christie et F. L. Geis (eds), *Studies in Machiavellianism*. New York, Academic Press, 1970, p. 236-259.

BOEHM, V. R., « Mr Prejudice, Miss Sympathy, and the authoritarian personality », *Wisconsin Law Review*, 1968, p. 734-750.

CARROL, R. P., *When Prophecy Failed. Cognitive Dissonance in the Prophetic Traditions of the Old Testament*. New York, the Seabury Press, 1979.

CHRISTIE, R., « Some experimental approaches to authoritarianism. A retrospective perspective on the Einstellung (Rigidity?) paradigm » in W.F. STONE, G. LEDERER, R. CHRISTIE (eds), *Strength and Weakness. The Authoritarian Personality to-day*. New York, Springer, 1993, p. 70-98.

CHRISTIE, R., « Some experimental approaches to authoritarianism. Authoritarianism and punitiveness » in W.F. STONE, G. LEDERER, R. CHRISTIE (eds), *Strength and Weakness. The Authoritarian Personality to-day*. New York, Springer, 1993, p. 99-118.

CHRISTIE, R. et GEIS, F. L. (eds), *Studies in machiavellianism*. New York, Academic Press, 1970.

CHRISTIE, R. et JAHODA, M. (eds), *Studies in the scope and methods of the authoritarian Personality*. Glencoe, Free Press, 1954.

CHRISTIE, R., HAVEL, J. et SEIDENBERG, B., « Is the F Scale irreversible? », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 56, 1958, p. 143-159.

DECONCHY, J.-P., *L'Orthodoxie religieuse. Essai de logique psychosociale*. Paris, Éditions Ouvrières, 1971.

DECONCHY, J.-P., *Orthodoxie religieuse et sciences humaines*. Suivi de *Religious Orthodoxy, Rationality and Scientific Knowledge*. Paris-La Haye, Mouton, 1980.

DECONCHY, J.-P., « Rationality and social control in orthodox systems », in H. TAJFEL (ed.), *The Social Dimension. European Developments in Social Psychology*. Cambridge, the University Press, 1984, p. 426-445.

DECONCHY, J.-P., « Milton Rokeach : structures et événements », *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 2, 1989, p. 379-385.

DECONCHY, J.-P., « Systèmes de croyances et représentations idéologiques » in S. MOSCOVICI (ed.), *Psychologie sociale*, 1992, p. 331-355 (4^e édition).

DECONCHY, J.-P., DANIEL, M. P., « Altruisme et prise de pouvoir : étude expérimentale », *Recherches de Psychologie Sociale*, 3, 1981, p. 19-43.

DOMBROSE, L. A., LEVINSON, D. J., « Ideological "militancy" and "pacifism" in democratic individuals », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 32, 1950, p. 101-113.

FREYHOLD, M. von, « Old and new dimensions of authoritarianism and its opposite », *High School Journal*, 68, 1985, p. 241-246.

KREML, W. P., *The Anti-Authoritarian Personality*. Oxford, Pergamon Press, 1977.

LATANE, B., DARLEY, J. M., *The Unresponsive Bystander. Why doesn't he help?* New York, Appleton Century Crofts, 1970.

LUCHINS, A. S., « Mechanization in problem-solving », *Psychological Monographs*, 248, 1942.

MCKINNEY, D. W., *The Authoritarian Personality Studies. An Inquiry into the Failure of Social Science to Produce Demonstrable Knowledge*. Paris-La Haye, Mouton, 1973.

MELOEN, J. D., « The F scale as a predictor of fascism : an overview of 40 years of authoritarianism research » in W.F. STONE, G. LEDERER, R. CHRISTIE (eds), *Strength and Weakness. The Authoritarian Personality to-day*. New York, Springer, 1993, p. 47-69.

ROKEACH, M., *The open and closed Mind*. New York, Basic Books, 1960.

STONE, W. F. et SMITH, L. D., « Authoritarianism : left and right » in W.F. STONE, G. LEDERER et R. CHRISTIE (eds), *Strength and Weakness. The Authoritarian Personality to-day*. New York, Springer, 1993, p. 144-158.

STONE, W.F., LEDERER, G., CHRISTIE, R. (eds), *Strength and Weakness. The Authoritarian Personality to-day*. New York, Springer, 1993.

ZWILLENBER, D. F., *Predicting Biases in the Punishment of Criminals as a Function of Authoritarianism*. Columbia University, Doctoral dissertation, 1983.